

*Initiatives ministérielles*

Je suis convaincu que, durant la prochaine ronde de consultations prébudgétaires, nous allons faire la même constatation que l'année dernière, soit que nous avons évidemment un problème. Chacun dira que nous devrions augmenter les impôts, mais pas les siens, ou réduire les dépenses, mais pas les siennes. Si on applique le même raisonnement partout, le statu quo va demeurer, alors que ce n'est pas ce que le ministre avait à l'esprit.

Si l'on regarde le document, on voit qu'il est assez détaillé et assez substantiel, non seulement quant au contenu, mais aussi quant aux omissions. Je regardais l'annexe 1, qui porte sur les dépenses fédérales. On passe d'un ministère à l'autre, comme le développement des ressources humaines, la citoyenneté, la santé et ainsi de suite.

• (1345)

Je me suis arrêté au ministère des Finances. Il n'y a pas d'annexe sur ce ministère, alors qu'il va dépenser 50 milliards en intérêts sur la dette. On ne veut pas réellement insister là-dessus. Je ne suis pas sûr si cette omission est fortuite ou voulue, mais, tout d'un coup, je me suis aperçu que la plus importante de toutes les dépenses du pays, qui est l'intérêt sur la dette, était absente. Même si c'est un bon document pour ce qu'il dit, c'est aussi un bon document pour ce qu'il ne dit pas.

À la page 105, on mentionne les recettes budgétaires. Nous savons tous avec quel acharnement le ministre des Finances s'attaque au déficit. Il nous avait dit ceci: «Je vais ramener le déficit à 3 p. 100 du PIB; maintenant, c'est 2 p. 100 du PIB, et il n'y a pas de doute qu'un jour, ce sera le chiffre magique de 1 p. 100 du PIB.» Or, il ne nous dit jamais comment il va faire, seulement qu'il va le faire.

Si l'on regarde les recettes budgétaires à la page 105 du document, on s'aperçoit que les recettes pour 1994 se montaient à 123,3 milliards et qu'elles passeront à 136 milliards en deux ans. Si je ne me trompe pas dans mes calculs, c'est une augmentation de recettes de 12,7 milliards.

Le ministre des Finances n'a jamais perdu l'occasion de nous dire que, pendant cette période, il allait ramener le déficit à 24 milliards, soit 3 p. 100 du PIB. Les comptes publics ont été déposés il y a quelques semaines et le déficit pour 1994-1995 était de 37,5 milliards. Pour arriver à 24 milliards, le ministre des Finances devra réduire le déficit de 13,5 milliards sur deux ans. On ne peut pas s'empêcher de le féliciter.

Puis on se dit que s'il a réussi à obtenir 12,7 milliards de plus des contribuables, cela signifie qu'il n'a fait que 800 millions, 0,8 milliard, d'économies nettes. Voilà toutes les économies réalisées par un gouvernement qui ne perd par une occasion de nous dire que les dépenses de programmes diminuent et que l'on saisit toutes les possibilités de réduire le déficit. Il ne réduit pas le déficit, il impose les Canadiens. Voilà ce que fait le ministre des Finances. Il impose les Canadiens encore davantage parce que chaque dollar qu'il va chercher pour réduire le déficit est un dollar qu'il prend dans les poches des Canadiens et pas dans les coffres de l'État.

C'est l'idée que nous voulons faire ressortir. Malheureusement, pour obtenir ce chiffre, il faut faire un brin de calcul. Il ne se dégage pas des documents présentés. Encore une fois, permettez-moi de féliciter le gouvernement pour son travail, mais n'oublions pas de voir aussi les lacunes.

À la page 91, il est question de l'impôt sur le revenu des particuliers, le sujet où le gouvernement est sans doute le plus franc vis-à-vis de ses agissements. Il dit ceci, et je cite: «En 1993, l'impôt sur le revenu des particuliers représentait au Canada 15, 4 p. 100 du PIB, selon les comptes nationaux, une proportion plus élevée que dans tous les autres pays du G7, sauf l'Allemagne.» À première vue, nous faisons mauvaise figure, mais il y a pire. Poursuivons notre lecture: «Par rapport aux autres pays du G7, le Canada dépend beaucoup plus de l'impôt sur le revenu des particuliers, lequel représentait 13,5 p. 100 du PIB, et les prélèvements de sécurité sociale représentaient 1,9 p. 100 du PIB, la plus faible proportion de tous les pays du G-7.»

Maintenant, rapprochons ces deux faits. Sauf l'Allemagne, pour ce qui est de l'impôt sur le revenu des particuliers, nous enregistrons la proportion du PIB la plus élevée de tous les autres pays et nous avons la proportion la plus basse quant aux cotisations de sécurité sociale, soit le Régime de pensions du Canada, l'assurance-chômage et tout ce que nous remboursons aux électeurs. Nous sommes les moins généreux sur ce plan, alors que nous imposons le fardeau fiscal le plus lourd, si bien que l'argent sort des poches des Canadiens pour alimenter d'autres secteurs.

• (1350)

Jetons un coup d'oeil à la page 93 du document. La seule augmentation réside dans les transferts aux particuliers, ce dont je pourrai parler plus tard. Nous avons à l'annexe—tableau 30 la répartition des prestations fédérales nettes aux personnes âgées selon le revenu du ménage pour 1995.

À mesure que les impôts augmentent, de nouvelles familles voient le jour et tentent d'acheter une maison. Le conjoint doit travailler à l'extérieur. Le ministre du Développement des ressources humaines vient d'annoncer qu'un montant de 700 millions de dollars sera consacré aux garderies pour aider ces familles à traverser ce moment difficile, car leurs moyens financiers sont limités. Les familles canadiennes sont en difficulté en raison de ces impôts élevés. Nous devons essayer d'accroître la prospérité.

À la page 93, nous voyons que le gouvernement dépense 630 millions de dollars pour les ménages dont les revenus dépassent 75 000 \$. Il donne 630 millions de dollars aux ménages qui ont un revenu de plus de 75 000 \$ et dépense 500 millions de dollars supplémentaires pour les ménages dont les revenus se situent entre 60 000 \$ et 75 000 \$.

Je pourrais aller rue Wellington, à Ottawa, avenue Jasper, à Edmonton, ou dans toute autre rue principale et demander à un jeune couple qui, à cette période de l'année, tente de trouver un peu d'argent pour acheter des cadeaux de Noël: «Vous rendez-vous compte qu'une grande partie de vos impôts sert à payer 1,1 milliard de dollars aux familles dont les revenus dépassent 50 000 \$?» Le ministre des Finances ne devrait-il pas examiner cette situation? S'il le faisait, il pourrait constater qu'il y a de la place pour une réduction des dépenses. Voilà le programme du Parti réformiste: comprimer les dépenses au lieu d'augmenter les impôts des Canadiens. Cela fait une grande différence.

Nous pouvons parcourir le document et y trouver toutes sortes de références. Malheureusement, il faut en extirper les mauvaises nouvelles car, bien sûr, les bonnes nous sautent en pleine face. Il s'agit d'un bon document, mais on pourrait améliorer la